

# Filière audiovisuelle et cinéma : en Guyane, où en sommes- nous ?

Retranscription de la table ronde organisée le 14 octobre 2022 pendant le FIFAC<sup>1</sup>, en partenariat avec la G-CAM<sup>2</sup> et le Pôle Image Maroni, avec le soutien de la Commission du film Guyane.

## **Intervenants :**

**Murielle Thierrin** : productrice (Aldabra Films), présidente de la G-CAM

**Nadine Bugnot** : directrice de la G-CAM

**Vanina Lanfranchi** : directrice de AVM-Pôle Image Maroni

**Christ-Laur Phillips** : responsable de la Commission du film Guyane

**Didier Urbain** : producteur (5° Nord Productions), président d'AVM-Pôle Image Maroni,

**Emmanuelle Choin** : directrice de l'AFIFAC

**Muriel Barthélémi** : directrice de Guyane la 1ère

**Marvin Yamb** : réalisateur, fondateur du tiers-lieu L'Abattis

**Philippe Bon** : conseiller médias, cinéma et arts visuels DCJS Guyane

**Frédéric Violeau** : chargé de programme DocMonde, réalisateur

Murielle Thierrin

Bonjour à tous et bienvenue, aujourd'hui, nous sommes réunis afin de faire une

photographie de notre secteur, de voir d'où l'on vient, où l'on se trouve actuellement et surtout savoir vers où l'on se dirige.

Nous allons tout d'abord commencer par un peu d'histoire sur le secteur audiovisuel et cinématographique en Guyane et ce parcours n'a pas toujours été un long fleuve tranquille.

Je vais volontairement passer sur les premiers films tournés en Guyane comme *Les Monts Tumuc Humac* ou encore *Cayenne palace*, *Jean Galmot l'aventurier...*. Pour se focaliser sur la période des dix, quinze dernières années afin qu'on puisse voir les avancées qu'il y a eu depuis.

À titre d'information voici quelques dates clés :

- 2008/2009, il y a la création du Fonds de soutien avec la collectivité territoriale,
- Été 2008, le tournage d' *Orpailleur* de Marc Barrat coproduit par Kanopé Films,
- Été 2009, le tournage de *600 kilos d'or pur* d'Eric Besnard coproduit par Aldabra Films.

Le secteur traverse un creux pendant quelques années, puis nous avons eu :

- 2014, le tournage de *La vie pure* avec Stany Coppet,
- 2015, le tournage de *La loi de la jungle* d'Antonin Peretjatko coproduit par Aldabra Films.

Cette période est également marquée par le tournage de quelques courts-métrages et de moyens-métrages de réalisateurs guyanais tels que Serge Poyotte et Olivier Sagne. Cette période révèle un grand déficit de techniciens et le schéma principal à l'époque est de travailler à RFO. Lors des besoins de tournage, il est d'usage de faire des demandes de mise à disposition du personnel auprès de la station. Cette mécanique obligeait alors les productions de caler les tournages selon un calendrier précis (hors période du tour de Guyane, avec une préférence pour la période estivale car on pouvait ainsi récupérer du personnel sur leurs jours de vacances).

Au fil du temps, il y a eu de la formation in situ grâce aux différents tournages qui ont permis de former des gens et ainsi d'avoir des techniciens de plus en plus compétents. Donc la ressource devenait disponible sur notre territoire. La structuration de la filière s'est poursuivie avec la création en 2012 du BAT (Bureau d'Accueil des Tournages ) qui a bien fonctionné jusqu'en 2015.

Cela a permis de mieux structurer la filière en identifiant mieux les porteurs de projets et en fléchant le parcours des productions.

Ensuite, pendant quelques années, pour des raisons un peu indépendantes de notre volonté, le BAT a connu un ralentissement qui s'est accompagné d'un grand vide sur le nombre de tournages sur notre territoire.

C'est un outil essentiel au développement de la filière et c'est en 2019, que la Région va réactiver ce que l'on appellera désormais « la Commission du film » avec à sa tête un commissionnaire du film : Christ-Laur Phillips.

Voilà un bref historique afin d'expliquer d'où l'on vient ... donc « d'assez loin » et l'on peut constater que nous sommes un territoire qui a toujours eu une très forte relation avec le cinéma, alors que d'autres territoires (Martinique, Guadeloupe) ont eu plus d'expériences de fictions télévisuelles et audiovisuelles. On peut affirmer que la Guyane est

probablement plus cinématographique, en tout cas dans l'imaginaire des réalisateurs donc il y a toujours eu un très fort lien avec le cinéma.

La plus grande expérience télévisuelle reste la série *Guyane* de Canal+ qui a été massive et cela a beaucoup changé notre « paysage professionnel local » parce qu'en termes de formation cela a impulsé « un besoin récurrent de ressources au fil des épisodes ».

Le tournage n'était pas « juste de passage » mais la production a dû s'installer sur le territoire durant des mois et il fallait des techniciens, c'est ce qu'on appelle le dédoublement des équipes : Il y a une équipe qui ouvre la marche et une autre qui ferme les décors. Bien souvent on double les postes.

Tout cela a grandement participé à la structuration de la filière donc encore une fois on a des techniciens guyanais aujourd'hui qui ont été formés sur des formats courts, sur des longs-métrages, ainsi que de la série et qui se baladent très agilement, entre la télévision et le cinéma.

C'est à dire qu'ils manient techniquement des caméras de petits formats ou des caméras avec des objectifs cinématographiques qui demandent des techniciens chevronnés.

Aujourd'hui on peut dire que la Guyane est relativement prête à recevoir des tournages sur son territoire. En tout cas, la structuration de la filière est bien en ordre de marche.

Après avoir fait une photographie actuelle de la filière je vais laisser la parole à Nadine Bugnot de la G-CAM afin d'aborder les différents aspects de la filière, cela va des très jeunes, de l'éducation à la formation. Je te laisse la parole Nadine.

### Nadine Bugnot

Merci Murielle, bonjour à tous, je suis Nadine Bugnot, directrice de la G-CAM.

Le premier point que nous allons aborder dans la photographie actuelle de notre secteur est l'éducation à l'image. En effet, développer le secteur cinématographique passe aussi et d'abord par la formation et la sensibilisation. En ce qui concerne la G-CAM, nous intervenons sur 3 axes au niveau de l'éducation à l'image.

Le premier est la coordination régionale des trois dispositifs École et Cinéma, Collège au Cinéma, et Lycéens et Apprentis au Cinéma (ECLA) que nous gérons depuis 2016, en partenariat avec le Pôle I Maroni concernant sa mise en œuvre dans l'Ouest guyanais. Ces trois dispositifs gérés par une coordination unique ont pour but de faire venir les élèves au cinéma en leur proposant de découvrir 3 films par an et par niveau, mais aussi d'accompagner le visionnage de ces films en formant les enseignants en amont, notamment grâce à un séminaire que nous organisons en début d'année scolaire également avec le Pôle Image Maroni. Le dispositif est par ailleurs accompagné à travers des documents pédagogiques, des ateliers, des séances-rencontres avec des réalisateurs.

Notre 2ème axe de sensibilisation du jeune public a été de créer une exposition sur les métiers du cinéma qui a pour vocation d'être itinérante, c'est-à-dire, d'aller à la rencontre des publics, que ce soit des publics scolaires ou du grand public. Depuis maintenant 2 ans, elle se déplace dans différents lieux de Guyane. La pandémie a néanmoins un peu ralenti le projet en 2020 et 2021 mais nous avons quand même pu la déplacer dans plusieurs endroits (festivals et établissements scolaires), recevoir les

élèves, le public ; organiser des visites et des ateliers pédagogiques autour des métiers du cinéma.

Notre 3ème axe, c'est le festival de la Toile des Palmistes dont on parlera un peu plus tard, autour duquel nous réalisons des actions à destination de la jeunesse. Le PIM, Passeur d'Images en Guyane, a notamment organisé un atelier de programmation lors du festival 2021 et un parcours en festival qui permet aux jeunes de rencontrer par exemple les réalisateurs invités.

Cette année, la G-CAM a renforcé son partenariat jeunesse avec l'embauche d'un chargé de mission qui a travaillé en amont avec des lycéens, l'école de la deuxième chance et l'Université de Guyane, sur la promotion du festival par la création de contenu pour les réseaux sociaux (création par exemple d'un TikTok du festival alimenté par les jeunes), la création de bandes-annonces du festival mais aussi la couverture de l'évènement par les jeunes de la spécialité cinéma du Lycée Lama Prévot. Associer étroitement la jeunesse à notre évènement est le meilleur moyen de susciter leur intérêt puisqu'on sait que se déplacer à des festivals ou dans les salles de cinéma disparaît de plus en plus des pratiques des jeunes.

Je pense que j'ai à peu près fait le tour de nos actions d'éducation à l'image en ce qui concerne la G-CAM, mais évidemment nous ne sommes pas seuls. AVM-Pôle Image Maroni, travaillent énormément et prioritairement sur cet axe. Je vais donc passer la parole à Vanina.

#### Vanina Lanfranchi

En effet, concernant l'éducation aux images, le PIM (Pôle Image Maroni) vient d'être labellisé pôle régional d'éducation aux images par le CNC et nous venons de signer une convention pluriannuelle avec ces nouvelles missions avec l'État. C'est le premier pôle régional labellisé dans les Outre-mer. Mais nous attendons toujours la signature de la convention par la collectivité territoriale, la CTG. Il s'agit de renforcer le maillage du territoire en développant des ressources, des données, des formations et des projets innovants. Être un laboratoire et observer les pratiques. Au-delà des actions que l'on mène déjà, que ce soit dans le cadre de l'éducation artistique et culturelle en milieu scolaire ou dans le cadre du dispositif Passeurs d'Images hors temps scolaire, on devient un supra coordinateur sur le territoire de tous ces dispositifs pour essayer de mailler au mieux le territoire mais aussi de pointer les besoins : quelles types de formation sont importantes pour les bénéficiaires, quels besoins pédagogiques pour les encadrants, que ce soit les réalisateurs-intervenants, les médiateurs, les éducateurs sociaux culturels, les enseignants pour qu'ils puissent justement travailler avec les publics : présenter des séances de cinéma, utiliser des outils pédagogiques comme la table Mashup, la Balbucinée et des outils que nous pourrions créer dans le cadre de nos missions de pôle régional d'éducation aux images ou encore la fameuse exposition sur les métiers du cinéma réalisée par la G-CAM.

#### Christ-Laur Phillips

L'objet de notre réunion de ce jour, c'est vraiment de réaliser une photographie du secteur 12 ans après les premiers états généraux qui ont eu lieu à Saint-Laurent du Maroni.

Je vais donc me permettre de vous apporter quelques informations obtenues par la Commission du film, anciennement en Bureau d'Accueil des Tournages, qui a été réactivée en 2019 par la CTG et confiée à la G-CAM dans le cadre d'une Assistance à Maitrise d'Ouvrage.

Cet outil désormais externalisé a, dans un premier temps, pour but de structurer de la filière au local et de cartographier les talents, comédiens, techniciens, décors et accompagnements locaux, qui sont la première vitrine de la Guyane, puis, dans un second temps, de renforcer l'attractivité du territoire et d'inciter des tournages étrangers et nationaux à venir poser leurs caméras en Guyane.

Durant ces 12 ans, les chiffres que l'on peut remonter sont :

- 6 longs-métrages de fiction
  - 3 séries entre 2019 et 2022
  - un impact économique financier sur ces 3 dernières années d'environ 6 millions d'euros pour 1,5 de subventions donc clairement on voit l'intérêt financier de notre secteur qui est culturel mais pas que. Et c'est vraiment ce qu'il faut essayer de faire comprendre à nos décideurs : le versant économique est capital dans notre secteur.
- J'en veux pour preuve que mes homologues, les Commissions du film, sont présents dans toutes les régions de France et dépendent de directions économiques et/ou touristiques. En île de France, la Commission dépend l'AFD, de l'économie, du tourisme et pas seulement de la culture qui ne peut pas supporter seule cet investissement.

Le Fonds de soutien, collaboration entre le CNC et la CTG, a clairement évolué. Lors de sa création, il s'élevait à 75 000 € dont 15 000€ du CNC. Aujourd'hui, en 2021 on est à 608 000€ dont 170 000€ du CNC. Il y a donc une évolution certaine mais il y a encore beaucoup de chemin à parcourir.

#### Didier Urbain

Avant de te laisser la parole Vanina, sur la formation professionnelle, j'aimerais insister sur deux points dont on a déjà parlé. Comme le soulignait Christ-Laur, la structuration de la filière a démarré en 2009 ici même à Saint-Laurent avec les premiers états généraux de l'audiovisuel et du cinéma puis dans la foulée la création de G-CAM, dans le but d'arriver à la signature de la première convention de développement cinématographique, à l'époque ça s'appelait comme ça, avec le CNC, l'État et la Région.

Le deuxième point concerne le Pôle régional d'éducation aux images, j'ai entre les mains une délibération de la CTG de 2019, Article 2 : ... a décidé d'attribuer la somme de 30 000€ à l'association Atelier Vidéo et Multimédia pour la création de son Pôle image. On n'a pas eu de suite là-dessus depuis 2019, et on n'a évidemment pas touché la subvention.

Quant à la formation professionnelle et Doc Amazonie Caraïbe qu'on a lancés en 2014, je laisse la parole à Vanina.

#### Vanina Lanfranchi

Doc Amazonie Caraïbe est un programme de résidences d'écriture documentaire organisées en partenariat avec DocMonde, structure implantée, en Ardèche, à Lussas,

qui travaille à l'échelle de la planète. DocMonde possède son réseau de formateurs et de producteurs qui nous permet à l'issue des résidences de pouvoir organiser des rencontres de coproduction où sont pitchés les films, en présence de diffuseurs et de producteurs.

Le process a fait ses preuves avec une vingtaine de films réalisés depuis 2014 et monte en puissance grâce à l'organisation des rencontres de coproductions au moment du FIFAC, en accueillant des réalisateurs et des producteurs de la Grande région Amazonie-Caraïbes. Ainsi tous ensemble et avec notre partenaire guadeloupéen Varan Caraïbes, on a réussi à faire évoluer et renforcer ce programme qui nous correspond.

Faisant suite à une réunion que nous avons eue hier avec ces partenaires, il faudrait ajouter à cet édifice, un atelier de réalisation comme ceux qu'organisent les ateliers Varan en métropole. Ce qu'il manque aujourd'hui dans les dossiers, car l'on travaille essentiellement avec de jeunes auteurs, c'est qu'il faut pouvoir passer de l'écriture à la réalisation, notamment lorsqu'il s'agit d'un premier film. L'idée c'est de pouvoir également travailler sur la fiction. Il y a une demande des réalisateurs du territoire pour écrire de la fiction. On a donc fait une première résidence au mois de juillet avec 6 réalisateurs et réalisatrices de Guyane, qui s'est très bien déroulée et va pouvoir, je l'espère, porter ses fruits. Il faudrait arriver aussi à créer un réseau de producteurs à l'écoute de ces premiers films pour qu'ils puissent voir le jour dans des conditions professionnelles et non en autoproduction comme c'est souvent le cas aujourd'hui. En effet, cela leur permettrait ensuite de pouvoir émarger à l'Agence du Court Métrage et d'entrer dans des circuits de distribution pour circuler dans tous les réseaux de salles et de festivals.

Nous travaillons beaucoup sur des ateliers de programmation avec les jeunes, ateliers d'une richesse extraordinaire, qui les obligent à débattre autour d'une thématique et à faire des choix de films et c'est compliqué de proposer des courts-métrages qui ne sont pas dans les circuits de l'Agence du Court Métrage et donc de chez nous, voire même des Antilles. Je pense que c'est aussi quelque chose sur lequel il faudrait travailler maintenant pour que ça puisse arriver jusqu'au festival de Clermont-Ferrand et circuler sur le Kinéscope. C'est vraiment un travail que l'on pourrait mener avec le Pôle régional d'éducation aux images en partenariat avec la G-CAM. Selon moi, la formation à l'écriture et à la réalisation est indispensable pour faire évoluer notre filière locale.

#### Murielle Thierrin

Nous allons maintenant aborder la distribution mais malheureusement aucun invité n'a répondu favorablement à notre invitation. Nous devons travailler l'aspect de la distribution-diffusion car nous avons encore peu de canaux d'exposition :

- l'Eldorado à Cayenne, le premier cinéma d'art et d'essai de l'ensemble des Outre-mer,
- le complexe Agora à Matoury,
- l'Urania à Kourou.

Nous ne communiquons pas assez sur nos salles qui sont nos atouts. Cependant, cette période d'après COVID a bouleversé la manière de consommer le 7<sup>ème</sup> Art : les salles sont de moins en moins fréquentées et ce qui a pour conséquence d'ébranler le système français car les recettes en salles diminuent.

De plus, le président Macron a supprimé la redevance télé et mathématiquement notre secteur audiovisuel se retrouve avec le problème majeur de son financement. La problématique reste entière : comment faire entrer les spectateurs dans les salles ?

Je regrette que nous n'ayons pas d'invité pour parler de ce sujet néanmoins nous tous, professionnels devons participer à l'éducation du public afin de les attirer et de les faire venir devant les écrans : grands ou petits.

En effet, hier encore j'en parlais : à la sortie de Saint Laurent, j'ai pris des jeunes devant leur lycée qui faisaient du stop, je leur ai proposé de venir au FIFAC, mais ils refusaient catégoriquement en disant que ce n'était pas fait pour eux ! Il y a encore des gens qui se refusent le droit d'entrer dans le Camp de la Transportation alors que c'est gratuit et destiné au plus grand nombre. Nous avons beaucoup de travail à faire sur le territoire pour inciter la jeunesse à venir dans nos salles, à nos festivals. À présent, je vais laisser la parole à Emmanuelle, la directrice du FIFAC, sur la diffusion de nos œuvres et sur un état des lieux des festivals.

### Emmanuelle Choin

Le FIFAC, Festival International du Film documentaire Amazonie-Caraïbes, est un événement majeur, d'envergure internationale dans l'Ouest guyanais et un formidable plateau pédagogique puisqu'il accueille dans la journée des séances scolaires, un jury lycéen sur les 5 jours de l'événement et le dispositif d'insertion sociale AOC (Ambition Ouest Compétences). Ces activités sont menées en étroite partenariat avec le Pôle Image Maroni et contribuent au développement du jeune public et à la sensibilisation aux métiers du cinéma.

Le FIFAC, festival compétitif de films documentaires issus de la région Amazonie-Caraïbes est né en 2019 (après la Toile des Palmistes) grâce à la volonté politique de France télévisions Pôle Outremer et celle de la ville de Saint-Laurent du Maroni. Je rappelle qu'à cette époque le cinéma municipal de la deuxième ville du territoire (bientôt la première) avait fermé ses portes pour travaux. Nous sommes toujours en attente de sa réhabilitation. Nous sommes donc vraiment en manque, ici, de fenêtres sur le cinéma pour la jeunesse et le public saint-laurentais. Le PIM vient de démarrer un cinéclub dans l'espace Microfolie au Camp de la Transportation, il fait carton plein et refuse du monde car la jauge est de 40 places !

Une des missions du FIFAC est de sensibiliser le public au format du documentaire, de créer l'opportunité d'échanger avec les réalisateurs et les producteurs invités de la Grande région. Pas tous, bien sûr, nous n'en avons pas les moyens !

J'en profite pour souligner que l'accueil d'une cinquantaine d'invités professionnels est un véritable challenge. L'hébergement hôtelier n'est pas forcément à la hauteur d'un festival d'envergure internationale, appelé à se développer. Les professionnels et les institutionnels venant de Cayenne ont des difficultés à trouver un hébergement à ces dates. Comme cela a été évoqué, les billets d'avion sont hors de prix, et les professionnels étrangers des Caraïbes et de l'Amérique du Sud doivent passer par Paramaribo. C'est un sacré frein au développement des affaires ! Aujourd'hui, les professionnels sont invités par le FIFAC grâce à des bourses de mobilité, le soutien des Ambassades de France. Demain grâce à la notoriété grandissante du FIFAC, certains d'entre eux se déplaceront par leur propre moyen car notre ambition est de devenir le marché du documentaire pour la Grande région.

Le FIFAC est une fenêtre de visibilité, en France, des films de tout le bassin amazonien et caribéen. Grâce aux rencontres professionnelles, c'est un lieu d'échange qui contribue à la structuration de la filière audiovisuelle locale à l'échelle internationale. C'est extrêmement important pour notre industrie culturelle, qui évolue sur un marché bien trop étroit pour lui permettre de se développer, de vivre de « son produit ». Notre problématique est identique aux autres filières économiques. Il est indispensable que les films locaux puissent circuler dans la Grande région, c'est pour cette raison que nous avons accueilli cette année des directeurs (ou plutôt directrices) de festivals. Leurs venues vont nous permettre de tisser des partenariats et de faire circuler des films dans les deux sens : ici et là-bas. Il est également important de nouer des coproductions de films à l'échelle inter-régionale. Nous avons des histoires communes, des manières de penser l'avenir en capacité de nous inspirer. Il faut donc nous tourner vers nos pays voisins et non pas uniquement vers l'Hexagone. C'est un chemin de longue haleine, mais des complémentarités de financement sont possibles.

Le FIFAC cherche à faire émerger des liens d'affaire et, nous avons besoin de la reconnaissance des institutions sur ce volet économique ambitieux.

L'audiovisuel est une filière économique qui crée de nouveaux emplois attractifs pour la jeunesse, qui à travers ses créations accroît la visibilité de notre territoire au-delà de nos frontières, qui évolue dans le monde entrepreneurial avec des retombées non négligeables sur l'économie locale. Il est donc important d'obtenir l'écoute des services économiques et de coopération des collectivités territoriales et d'œuvrer ensemble par différents moyens au dynamisme économique de la Guyane.

#### Nadine Bugnot

Nous avons la chance en Guyane d'avoir deux festivals complémentaires, le FIFAC et la Toile des Palmistes. Cette année, nous fêtons les 10 ans du festival de la Toile des Palmistes, et organisons sa 6ème édition.

Au départ, c'est un festival qui a été créé de manière assez spontanée par les membres de la G-CAM, qui souhaitaient ouvrir un espace de visibilité pour les films réalisés en Guyane. Au fur et à mesure des années, il s'est développé. Le festival avait d'abord lieu tous les 2 ou 3 ans. Depuis 2020, on se retrouve maintenant chaque année pour trois jours de diffusion en plein air et au cinéma l'Eldorado.

Le festival a également évolué en termes de programmation. Au départ, le fil conducteur était une programmation miroir avec un pays voisin, par exemple comme thématique « Guyane- Brésil » en 2020 et précédemment « Guyane-Colombie » et « Guyane-Caraïbes ».

Depuis que le festival est devenu annuel, nous avons élargi naturellement notre programmation en une ouverture sur le monde entier, tout en gardant à l'esprit que notre priorité reste une visibilité pour les créations locales, c'est-à-dire celles d'Amazonie et du bassin caribéen.

Cette année, 57 films ont été programmés sur 3 jours du 27 au 29 octobre prochain, essentiellement des courts-métrages de fiction, mais également des courts-métrages

d'animation ou destinés au jeune public car nous souhaitons laisser une belle place au public familial. Cette programmation jeunesse est diffusée chaque jour en début de soirée. Nous proposons également quelques longs-métrages de fiction et 2 épisodes de série.

Par ailleurs, depuis l'année dernière, un volet patrimoine a intégré la programmation du festival, dans le projet dans le cadre du projet interreg CINUCA (Cinémathèque numérique de la Caraïbe), dont nous parlerons un peu plus tard. Dans le cadre de ce projet, chaque festival partenaire du projet s'engage à diffuser des films anciens, puisque - on en parlait hier d'ailleurs - les festivals diffusent souvent les films qui sont sortis pendant l'année mais organise rarement des rétrospectives au sein de cette actualité. Cela donne l'occasion de redécouvrir des œuvres qui ont été produites par exemple dans les années 2000, et qui n'ont plus forcément d'espaces de diffusion et de visibilité, donc ce volet patrimoine est important pour nous afin de connaître et sauvegarder la richesse de notre patrimoine cinématographique guyanais et antillais.

Notre festival est aussi un levier pour la révélation des talents locaux : depuis 10 ans, nous lançons un concours en amont du festival de courts-métrages en 3 min autour d'un thème. Cette année, c'est « erreur de casting », n'hésitez pas d'ailleurs à diffuser l'information car il est encore possible d'y participer jusqu'au 17 octobre.

Le concours s'adresse aux amateurs ou professionnels qui ne tirent pas encore leurs revenus de l'audiovisuel, mais aussi aux moins de 18 ans ; une occasion de se faire connaître car les films sélectionnés sont diffusés pendant le festival et récompensés. En dehors du concours, le festival n'est pas compétitif. Cependant, depuis 2 ans nous avons un partenariat avec Canal+ Antilles, qui remet un prix Canal+ révélateur de talents aux productions qui sont éligibles.

### Muriel Barthélémi

C'est vrai que le FIFAC, lorsqu'il est né en 2019, a été un moment très important. Emmanuelle Choin le rappelait. Politiquement, puisqu'il s'agissait effectivement d'une volonté très forte de la part de France Télévisions et en particulier à l'époque du directeur du pôle Outre-mer qui était Walles Kotra. Il avait contribué à la naissance du FIFO en Océanie à l'époque, et le FIFAC en Atlantique était un moment très important puisqu'il correspondait également à la réforme de l'audiovisuel public et au moment de mon retour en Guyane, à titre professionnel.

Dès le départ, nous avons été très impliqués dans l'histoire du FIFAC et dans la relation avec les partenaires lorsqu'il a été question de contribuer au développement de la filière. Il est vrai que plusieurs d'entre nous, à commencer par moi qui viens du monde du journalisme et de l'info, étions un peu perdus et le rendez-vous du FIFAC nous a permis véritablement de structurer le dialogue avec les réalisateurs, les producteurs, dans cette perspective de développer la filière avec les collectivités. Les choses se sont faites, je dirais finalement assez rapidement à vrai dire, même si on trouve qu'elles n'avancent pas assez vite, mais elles se sont quand même faites assez rapidement puisqu'un rendez-vous a eu lieu à chaque édition du FIFAC et que nous sommes vraiment montés en puissance en termes de présence et de diffusion. La case que nous

appelons Kazadoc dans nos programmes est dorénavant très régulière, chaque semaine, nous y diffusons non seulement des films que nous produisons mais pas seulement, également quelques belles acquisitions découvertes pendant le FIFAC.

Nous essayons de contribuer à l'ensemble des rendez-vous des festivals en Guyane, également d'autres lorsqu'ils arrivent, nous n'avons pas fermé la porte. Nous avons vraiment le souhait de pouvoir diffuser et de coproduire un maximum de documentaires qui sont le plus concernant pour nous puisque ça nous a manqué pendant tant d'années. J'ai eu l'occasion de le dire à l'occasion de l'inauguration du FIFAC mardi ; c'est vrai que les regards qui étaient portés sur la Guyane, qui existaient dans le monde du documentaire n'étaient pas toujours très concernant, ni ne nous ressemblaient pas beaucoup. Donc de ce point de vue, un grand pas a été franchi, il y a une multitude de regards dorénavant qui sont des regards endogènes et c'est extrêmement important.

Par ailleurs, nous avons, outre le fait que nous gardons quand même une mission prioritaire d'information, fait l'effort également de structurer le dialogue avec les collectivités et nous sommes rapprochés de la mairie de Saint-Laurent davantage, mais également de la collectivité territoriale de Guyane au point d'ailleurs de respecter l'engagement que nous avons pris l'année dernière, ici même dans cette même salle, de produire une convention d'objectifs et de moyens pour cette année. Bonne nouvelle, cette convention est prête et nous avons convenu avec la CTG de nous rencontrer à la fin du mois avec l'espoir de la signer puisque nous n'avons pas pu nous rencontrer ici au FIFAC. Le rendez-vous a été pris ce matin, c'est tout frais, nous avons rendez-vous à la fin du mois dans l'espoir de signer cette convention.

C'est important parce que ça va nous permettre à nous d'avoir un vrai levier de contribution au développement, pas seulement de la filière, mais au territoire en général. Nous n'avons pas pour objectif de ne faire que du documentaire, nous avons pour objectif de développer les partenariats de production dans plusieurs domaines et sur nos 3 antennes, ça va de l'événementiel culturel, spectacle vivant, sportif à la production de documentaires ou de fictions mais ça peut aussi passer par le webdoc, ça peut aussi passer par le podcast. Nous avons une grande diversité de souhaits éditoriaux que nous devrions pouvoir mettre à la disposition de nos publics et qui pourrait nourrir la relation que nous avons avec nos producteurs et réalisateurs, j'ai envie de dire externes, puisque nous avons également des contributeurs internes qui ont le souhait également de travailler sur notamment du documentaire, plutôt du magazine, mais également de la fiction.

Voilà pour l'essentiel. Je ne peux guère, hélas, vous en dire plus si ce n'est renouveler notre intention évidemment d'être fidèle au FIFAC mais aussi, et plus récemment en ce qui me concerne, à la Toile des Palmistes. Le rendez-vous est donc pris pour la fin du mois ; qui sait aurons-nous peut-être une belle surprise !

#### Murielle Thierrin

Nous allons passer aux freins que nous avons pu identifier dans notre secteur par rapport au développement possible et aux prévisions. Aujourd'hui, nous observons des périodes de tournages pleines très intenses mais également des périodes creuses.

Par exemple, lorsque nous avons eu les tournages de *La Loi de la Jungle* et la série

*Guyane* nous avons dû nous concerter afin d'avoir un calendrier organisé car l'année était dense puis la période qui a suivi était creuse.

Nous devons donc de facto faire une meilleure répartition de nos tournages afin de pouvoir renforcer une attractivité territoriale. C'est ce que disait Christ-Laur et ce qui nous semble important c'est de pouvoir attirer, à long terme, sur notre territoire une série nationale, de prime time, qui soit pérenne de par son installation permanente.

En exemple, je vais citer la Guadeloupe avec *Death in Paradise* (Meurtres au paradis) : ils sont à la 13<sup>e</sup> saison et cela permet à un écosystème composé de techniciens, de fournisseurs, de prestataires, d'hôtels etc... de tourner quasiment à l'année : cela pérennise l'activité et pendant les périodes de creux ça permet à toute la filière de faire des courts-métrages de jeunes réalisateurs ! On observe un cercle vertueux puisque l'on sait que l'on travaille sur la série et en même temps on développe un tas d'écritures de formats courts, de petites pastilles, de mini séries en local et c'est ce qui permet à toute la filière de pouvoir s'agrandir et à nos talents locaux de se développer.

Une des difficultés en Guyane reste le problème aérien : nous n'avons pas de ligne aérienne supplémentaire, seuls Air France et Air Caraïbes opèrent, et le manque de concurrence entraîne des tarifs élevés ce qui entrave les producteurs hexagonaux et locaux lorsqu'ils reçoivent un tournage.

En point positif, nous pouvons affirmer que nous avons formé de bons techniciens en Guyane et qu'ils sont appelés sur d'autres tournages, aux Antilles ou à Paris par exemple ! Je tiens à féliciter le fruit de nos efforts qui ont permis d'avoir de nombreux professionnels dans notre filière.

Ensuite, nous allons aborder les liens avec la CTG qui œuvre pour l'attractivité sur notre territoire notamment au travers de la commission du film.

Nous avons une nouvelle convention en cours de négociation avec le CNC. En effet, Monsieur Serge Long-Hin-Nam avait interpellé Dominique Boutonnat, directeur du CNC, à Cannes cette année, afin de revoir à la hausse les dotations qui pourraient nous être allouées. Nous n'avons eu pour réponse qu'un NON puisque le CNC n'augmente aucunement ses dotations en cette année post-covid.

La problématique reste l'articulation des fonds de la CTG qui nous restent alors que nous avons beaucoup de projets et divers formats à produire comme des longs-métrages, des courts-métrages, des documentaires, des séries, etc. Tout cela dans l'optique d'être en adéquation avec le développement de la filière sur le terrain !

### Christ-Laur Phillips

La commission du film travaille sur les outils servant l'attractivité du territoire et comme je l'ai dit en introduction et comme Murielle vient de le confirmer, il faut vraiment que cette impulsion n'incombe plus seulement au service Culture de la CTG qui ne peut pas supporter un investissement de masse à l'attention de cette industrie culturelle.

Je prends pour exemple la ligne de transport dans les budgets de tournages. Avec seulement 2 compagnies aériennes nous ne sommes pas compétitifs par rapport à nos voisins, nous avons réalisé un audit avec la série *Guyane* et la ligne aérienne explosait leur budget.

Pour en revenir au montant du fonds, on ne peut pas en l'état actuel accompagner plus

d'un long-métrage par an financièrement et donc cela ne correspond pas forcément à l'ambition de développement qui nous anime.

J'ai omis de détailler le fonds dont les 608 000€ dont je vous ai parlés tout à l'heure, destinés à accompagner des projets de tous types de formats et de genres : longs-métrages, courts-métrages, documentaires, et ce à différents stades. On a récemment intégré des aides à la résidence d'écriture, car nous avons réalisé qu'il fallait un accompagnement dès la base pour auteurs afin qu'ils puissent présenter des projets suffisamment structurés pour être accompagnés. À côté de la résidence d'écriture, on accompagne au stade de l'écriture, puis du développement pour terminer à la production. Il y a donc 4 niveaux d'appel pour ce fonds de soutien.

### Didier Urbain

Avec ma casquette de producteur, je vis vraiment un frein sur le temps d'instruction des dossiers qu'on dépose à la CTG sur le fonds de soutien. Je vais prendre un exemple avec le film *De nos mains* de Philippine Orefice qui a été pitché l'année dernière au FIFAC, ici-même en octobre. On dépose le dossier à la CTG au 30 avril suivant pour une demande d'aide à la production. Aujourd'hui en octobre, six mois plus tard, la commission de lecture n'a pas encore été réunie. Un film comme ça, il est fini en novembre prochain et diffusé en Guyane sur la 1ère en décembre, dans deux mois. Le temps d'instruction des dossiers de la CTG ne correspond pas du tout au calendrier de production d'une société de production, c'est aussi simple que ça.

Par ailleurs, limiter à 2 dossiers par porteur, dans la limite d'un par format par session ne permet pas à une société d'atteindre un seuil critique de production qui lui permette d'asseoir financièrement une activité pérenne, encore moins de prétendre au fonds de soutien automatique du CNC qui suppose de faire au moins 3 à 4 films par an. Personnellement, j'ai 7 à 8 documentaires en cours, à différents stades, dont une série qui pourraient entrer en production, mais dont seulement moins de la moitié pourront faire l'objet d'une demande d'aide à la région.

Un autre frein, c'est je trouve qu'il y a quand même une absence de concertation de la part de nos tutelles en général sur l'élaboration des conventions et définition des dispositifs d'aides où les professionnels sont assez peu sollicités, voire jamais. On ne leur demande que rarement leur avis et personnellement, je n'ai jamais été consulté pour donner un avis, pour exprimer un conseil, pour parler de calendrier de production.

Je trouve qu'il faudrait qu'il y ait un peu plus de concertation, un peu plus de transparence, un peu plus associer les professionnels à ces différents types de documents rédigés pour encadrer nos activités.

J'ajoute qu'avec la G-CAM, le FIFAC, Doc Amazonie Caraïbe, ça fait plus de 10 ans qu'on organise quasiment chaque année des rencontres professionnelles où l'on parle de la filière, où l'on exprime ce que l'on souhaite, et de tout ça, à un moment, j'ai l'impression que personne ne nous entend, qu'on ne tient pas compte de nos avis et la solution c'est peut-être nous écouter un peu plus.

Dernière remarque, tout à l'heure, on parlait de l'économie, alors certes on est une économie culturelle, mais insistons sur le caractère d'industrie culturelle. Je me rappelle

qu'avec la G-CAM, on a cosigné une publication dans le quotidien France Guyane en 2018 à l'époque des élections législatives, où on citait « quand la Guyane engage 1€ d'aide au tournage ce sont 12€ qui rentrent sur le territoire » et donc il y a vraiment là un côté économique que je veux souligner.

Sincèrement, je demande que l'audiovisuel et le cinéma sortent du domaine de la culture à la CTG pour entrer sous une délégation qui soit l'économie, qui soit l'emploi, le développement durable, qui soit quelque chose de réactif, ça accélérera sûrement nos délais de production car dans l'état actuel des choses, vivre de son métier de producteur est fort difficile.

#### Marvin Yamb

Concernant la formation des différents métiers, il y a un manque de suivi et d'organisation concernant les modes de financement des écoles de cinéma. Certaines personnes abandonnent le cursus et perdent leur motivation car les institutions ont du mal à respecter leurs engagements financiers. Faire une école de cinéma c'est créer du lien avec de futurs techniciens, or il est compliqué d'étudier correctement quand on vous rappelle sans cesse que vous êtes « l'étudiant qui n'a pas payé ». C'est stigmatisant.

Un étudiant non formé qui abandonne la filière c'est un technicien de moins pour le cinéma en Guyane dans un contexte où nous manquons de monde.

#### Murielle Thierrin

Tu veux dire que ta formation était prise en charge par une structure publique et que le paiement n'a pas été honoré donc tu t'es retrouvé dans un cursus où tu n'as pas pu finir ta formation ?

#### Marvin Yamb

Personnellement, oui je n'ai pas pu finir ma formation, j'ai dû abandonner, j'ai dû tout laisser tomber parce que devais travailler pour payer les échéances de la formation dans laquelle je n'étais pas parce que je travaillais. Donc j'ai dû abandonner les cours et c'est dommage. Je ne dis pas que c'est le seul moyen de pouvoir avancer dans l'audiovisuel mais si une institution propose un financement à un étudiant, que cela soit respecté. Il doit y avoir un calendrier organisé clairement et respecté. De plus il faut arrêter les petites guerres internes, qui malheureusement se répercutent sur des personnes qui n'ont rien demandé et qui se retrouvent pris en étau dans un panier à crabe ! Je parle des guerres entre différents services d'une même institution. C'est révoltant !

#### Vanina Lanfranchi

Concernant la formation, il faut y aller par étapes et puis réfléchir intelligemment à qu'est-ce qu'on peut mettre en place. Je pense qu'il y a plusieurs aspects. Il y a d'une part le travail qui doit être fait pour faire monter en compétences les techniciens, et d'autre part, peut être aussi amener les prérequis nécessaires pour que les lycéens en option puissent présenter des BTS et des écoles de cinéma. Mais, comme tu le soulignes

Marvin, tout cela a un coût. Le coût pédagogique et le coût de mobilité. Je sais que la DCJS aide sur le coût pédagogique de certaines écoles donc c'est à nous d'essayer de réunir les informations et de les rendre accessibles. Après c'est un travail que nous devons mener aussi avec l'AFDAS concernant des dispositifs de professionnalisation comme les contrats de professionnalisation. Aujourd'hui, se déclarer centre de formation nécessite d'obtenir une certification Qualiopi et ce n'est pas simple surtout dans notre secteur parce qu'il y a énormément de métiers. Peut-être faut-il aussi réfléchir intelligemment et prendre les choses à l'échelle du bassin Antilles-Guyane. Qu'est-ce qu'il y a déjà, qu'est-ce qui manque. Par exemple, la Martinique est en train de développer le film d'animation 3D, il faut réfléchir ensemble à cela !

#### Murielle Thierrin

Il y a des spécificités sur chaque territoire de notre bassin, avec une jeunesse en demande et je pense que l'enrichissement vient de là. Effectivement en Guadeloupe actuellement il y a une formation en SFX et numérique : nous devons en parler mais de manière raisonnée et mutualisée.

#### Vanina Lanfranchi

Le Pôle Image Maroni est investi dans un programme de remobilisation sociale, Ambition Ouest Compétences, développé en consortium avec d'autres structures comme le centre dramatique Kokolampoe, la Boutique de gestion, Sud concept, des structures culturelles et d'insertion professionnelle. Chez nous, les bénéficiaires découvrent les métiers du cinéma, passent à la pratique, mais que leur propose-t-on pour aller plus loin ? On fait le travail de défrichage mais comment peuvent-ils aller plus loin, comment peuvent-ils se former avec des formations qualifiantes. Ne faudrait-il pas un BTS sur le bassin ? Comment accéder à ceux dans l'Hexagone ?

Une autre interrogation que nous avons avec Frédéric Violeau de DocMonde depuis un moment par rapport à l'écriture. Les comités de lecture nous semblent parfois très sévères. Notamment pour les auteurs qui ont suivi nos résidences d'écriture documentaire, qui ont un producteur guyanais et un coproducteur d'Hexagone, et le plus souvent un diffuseur. Les dossiers sont néanmoins retoqués. On ne comprend pas très bien. Il faut aussi laisser la possibilité, même si les films paraissent fragiles, la priorité à ces jeunes-écritures qui sont du territoire. C'est aussi parce qu'on arrive à réaliser un premier film que l'on va pouvoir monter en qualité. Sans cela, cela va être compliqué !

#### Muriel Barthélémi

Juste une réaction à ta remarque Vanina concernant la sévérité de la commission. Moi je suis plutôt heureuse et globalement à Guyane la 1<sup>ère</sup> on est plutôt heureux que la commission soit un petit peu plus sévère que nous ne l'avons jamais été auparavant parce que ça nous permet d'avoir quand même des projets qui nous arrivent, qui sont regardables et d'accompagner véritablement les jeunes réalisateurs vers une vraie professionnalisation. C'est à dire que le fait qu'il soit sévère, je trouve que ça vous fixe un cap et je regrette qu'il n'y ait pas un équivalent en musique par exemple pour certaines choses que nous programmons.

Excusez-moi, je ne suis pas très politiquement correcte, mais parfois je me dis qu'il faudrait une commission de la musique, des critères un peu qualitatifs et que nous encourageons nos jeunes justement à aller vers, et que nous les aidions peut-être à aller vers ces formations auxquelles ils n'ont pas accès, qu'ils puissent être accompagnés. Je me disais que c'est vrai que vous êtes le seul pôle de formation reconnue, enfin vous êtes les seuls à avoir le label, et nous devons en reparler pour accueillir par exemple des résidences, accueillir des masterclass, vous accompagner en termes de mise à disposition de certains techniciens, etc.

Selon certaines périodes évidemment, parce que Murielle parlait de la concomitance des calendriers, on connaît ça aussi dans le sport. On a vécu une concomitance de calendrier entre les tours cyclistes de Guadeloupe et de Guyane et on sait combien ça peut nous handicaper.

Je voulais juste faire cette remarque parce que je comprends ton envie de permettre de faire un premier film. Il faudra, à ce moment-là, peut-être ne pas leur promettre une sélection ou une diffusion parce que c'est parfois compliqué pour nous. On a aussi l'ambition d'offrir des vitrines d'exposition qui vont au-delà de Guyane la 1<sup>ère</sup> qui vont aussi sur d'autres stations, sur Culture box ou au-delà une chaîne nationale France 3. On a des cases, par exemple la casse du siècle, à côté de moi Gabrielle Lorne, conseiller de programmes, qui travaille à la visibilité de nos programmes vers les chaînes nationales et donc on a besoin de cette qualité de la part des commissions de lecture.

#### Vanina Lanfranchi

Je parle d'auteurs, réalisateurs qui ont participé au programme Doc Amazonie Caraïbe, qui ont suivi une résidence d'écriture et qui sont accompagnés par un ou des producteurs. Ils ne sont pas livrés à eux-mêmes. Les producteurs continuent à travailler énormément l'écriture des dossiers avec eux, en fait ce sont ces dossiers-là dont je parle. Quand il y a cet accompagnement, il faut leur permettre de mettre le pied à l'étrier, parce que sinon, si on ne le fait pas, ils ne peuvent pas se lancer et malheureusement ça risque d'éteindre des envies et nous priver de futurs talents.

#### Marvin Yamb

C'était juste pour rebondir sur ce dont tu parlais, j'ai juste la sensation malgré les efforts qui sont faits qu'il y a une zone floue, un vortex, entre les métiers du cinéma et ceux qui veulent apprendre. C'est à dire que je pense qu'il faut démocratiser ces métiers. Par exemple je vais prendre le métier de script. Il faut poser des mots concrets, que ça parle, qu'un étudiant se dise que ce métier existe et qu'il est possible de l'apprendre par tel ou tel biais. Il faut qu'il y ait des modules, quelque chose, un je-ne-sais-quoi, qui permettent de savoir exactement en quoi consiste un métier, quelle qualification cela demande, quel cheminement suivre et si possible l'intervention d'une scripte pour parler de son parcours et de ce que ça lui apporte en termes d'épanouissement mais également de salaire. Il faut que ce soit clair, que le cinéma ne soit pas encore une zone floue et que quand tu demandes à des jeunes ce qu'ils en pensent, ils ne te disent pas « *Ben ça c'est pas pour nous* ». S'ils le pensent c'est qu'il y a une raison qui est traînée depuis un moment et qu'on n'a pas encore clairement identifiée. Je pense qu'en dehors de la formation, il y a quelque chose à développer en rapport avec dans le côté concret

d'un tournage et de son fonctionnement de la naissance de l'idée du scénario à l'arrivée en salle.

#### Nadine Bugnot

La G-CAM a réalisé une exposition sur les métiers du cinéma, assez complète sur la description des métiers, les compétences, une exposition qui tourne et les retours qu'on a des jeunes et des élèves c'est *et moi après le bac où je vais ? Est-ce que je dois partir de Guyane ?* Souvent la réponse est *OUI* malgré tous les efforts qui sont faits par le Pôle Image Maroni, seul endroit où des formations se mettent en place, ce n'est pas suffisant pour couvrir l'ensemble des métiers du cinéma. La question de la formation initiale est à développer ici.

#### Didier Urbain

J'interpelle monsieur Philippe Bon que je vois dans la salle. J'ai sous les yeux la convention de coopération pour le cinéma et l'image animée entre l'État, le CNC et la collectivité territoriale de Guyane, convention au service de la filière audiovisuelle et cinéma. Peu de professionnels concertés, voir aucun. Comment une convention au service de la filière peut être rédigée sans l'avis des acteurs de la filière ? Expliquez-moi comment cela fonctionne que je comprenne pourquoi on est écartés de ça ?

#### Philippe Bon

Je découvre la Guyane depuis 2 ans seulement donc je ne vais pas m'avancer pour les collègues de la CTG bien évidemment. J'ai connu à l'origine, avec quelques-uns, très peu d'ailleurs, la convention de cinéma de Guadeloupe qui était la première il y a 16 ans. Pendant tout le long, il y a toujours eu une consultation à différents niveaux des professionnels qui nous ont aussi toujours reproché de ne pas les concerter. C'était une position très difficile à tenir à notre niveau parce que la concertation elle se fait quotidiennement, on est en relation avec vous tous, en relation avec vous plus ou moins tous les jours, toutes les semaines mais il n'empêche que les collectivités, l'État, le CNC connaissent bien la filière.

Le CNC parce que vous allez les voir directement et qu'ils sont présents sur certaines de vos manifestations, donc il y a quand même une culture partagée du cinéma par l'ensemble des acteurs. Après, on peut faire mieux, on peut organiser la concertation de façon plus formelle en provoquant des réunions, en provoquant des opportunités où l'on parle, où on s'exprime, où on partage des inquiétudes communes, des attentes, des propositions. C'est vrai que je n'ai pas encore vu ça mais ça peut venir et je crois qu'il faut à un moment donné aussi savoir poser des questions, interpeller par écrit les collectivités ou l'État, c'est très simple à faire. La concertation n'est jamais facile à organiser en soi mais je pense qu'ici en Guyane comme je l'ai vu d'ailleurs en Guadeloupe, il y a une volonté, qui est rarement partagée par d'autres secteurs d'activités.

Muriel Barthélémi a fait allusion à la musique, c'est un secteur autrement plus compliqué et difficile. Pour ce qui concerne le cinéma, vous faisiez allusion tout à l'heure au comité de lecture, moi je n'y vois que des gens bienveillants, des professionnels

guyanais qui sont très attentifs à l'avancement des propositions, d'ouvrir la porte à de nouveaux créateurs mais ils sont en droit aussi d'être exigeants, d'être rigoureux, sévères je ne sais pas, mais de ne pas faire forcément de cadeau, d'éviter l'entre soi ou bien le copinage. Je pense que c'est ce qu'on attend d'un comité de lecture, d'oublier un peu qui fait quoi, on a en face de soi un texte, on a en face de soi un dossier, c'est d'abord ça qu'on examine.

Après, il y a des relations qui peuvent se tisser par ailleurs, Murielle Thierrin le sait bien puisqu'elle fait partie de la commission. On réfléchit aujourd'hui à voir comment des conseils peuvent être prodigués aux auteurs parce que même si un projet est rejeté, à partir du moment, et ce n'est pas ma position à moi seulement, c'est vraiment une position partagée, à partir du moment où il s'agit d'un auteur guyanais, d'un réalisateur guyanais, d'un producteur guyanais, je parle de ce qui aujourd'hui est au cœur de notre réflexion commune, on est vraiment très attentifs et pas seulement à l'occasion d'un comité mais dans la durée.

#### Didier Urbain

Je parlais juste des conventions, pas des comités de lecture. Je n'ai rien contre les comités, je parle de la convention CNC/Etat/Région ou du COM par exemple. Sur le COM, avec Muriel Barthélémy on a eu quelques échanges par mail, quelques coups de téléphone, ça n'a jamais été le cas avec d'autres tutelles, notamment la CTG qui est absente aujourd'hui et c'est quand même un problème ; autant absente qu'au cocktail CTG d'hier soir où un de ses représentants devaient discourir.

#### Muriel Thierrin

Je propose que l'on passe aux perspectives, donc un avenir radieux et ensoleillé (rires) : qu'avons-nous comme solution à apporter ou en tout cas vers quoi tendons-nous ? Quelle est la feuille de route ? En ce qui concerne la communication entre nous, je pense que c'est ce qui fait notre force en Guyane avec nos différentes associations. Je tiens vraiment à notifier que nous sommes plusieurs associations à travailler sur l'ensemble du territoire et l'idée de pouvoir travailler ensemble, de manière complémentaire est nécessaire car cela en va de notre survie aujourd'hui et demain. Nous devons parler d'une seule voix.

Dans la perspective des projets, nous avons la maison du cinéma qui se profile : cela va être des studios cinématographiques intégrant l'aspect bioclimatique. Nous espérons une véritable concrétisation de cette maison du cinéma qui va héberger un plateau de cinéma et c'est absolument nécessaire au vu de la direction climatique que nous sommes en train de prendre désormais.

En effet, en Guyane aussi, nous ne pouvons plus prévoir la météo ; avant on pouvait dire que du 15 juillet au 15 novembre, il n'y avait pas de souci mais malheureusement on a vu l'épisode de l'année dernière et ce n'est plus possible. D'autant plus que nous avons accueilli le tournage du film *Les Derniers Hommes* qui réellement a été extrêmement compliqué puisqu'il a plu quasiment tout le temps. Ils se sont retrouvés en sinistre il n'y a rien de pire pour un producteur.

Dans les polices d'assurance, il existe une clause « weather day » mais nos assureurs les ont déjà supprimées pour la Martinique et la Guadeloupe prenant pour motif les cyclones et refusent d'assurer les tournages en cas de cyclones. Or cette problématique

est à prendre en compte car les assureurs se penchent dessus et disent que : « si vous tournez en Guyane il y a un risque majeur de pluie, vous allez être en sinistre ».

Pour pallier ce fait, la maison du cinéma est un outil plus que nécessaire ce qui veut dire que les producteurs vont être en mesure de tourner sur des plateaux équipés et s'il pleut ils pourront donc rapatrier toutes leurs équipes à l'intérieur puis retourner dès qu'il fait beau en extérieur. Cela permet une certaine souplesse et de pas se retrouver en sinistre. Vous allez dire que lorsque l'on ne tourne pas de longs-métrages majeurs que fait-on de ce bâtiment ?

C'est d'abord un outil de travail pour les productions locales mais aussi un outil pour la formation. Ainsi cela ne servira pas qu'aux productions qui viennent de l'extérieur.

### Nadine Bugnot

Juste pour compléter les propos de Murielle sur la Maison du Cinéma, c'est un projet qui a été pensé puis présenté aux assises des Outre-mer, lauréat puis retenu dans le livre bleu. Il est important de le rappeler parce que c'est un projet qui a vraiment été réfléchi par et pour l'ensemble de la filière. L'AFD, la CTG et la DCJS qui ont soutenu le projet en finançant une étude de faisabilité dont la première phase a été présentée fin 2020. La deuxième phase va chiffrer le coût d'équipement et le point d'équilibre d'exploitation de la Maison du cinéma.

Comme le disait Murielle, c'est d'abord un outil de travail pour les productions locales mais aussi un outil pour la formation.

Par ailleurs, effectivement la coopération avec les autres territoires est également très importante. C'est le cas du projet de coopération INTERREG Cinuca pour la sauvegarde du patrimoine culturel audiovisuel au sens large. C'est un projet porté par l'APCAG en Guadeloupe, avec comme partenaires Tropic Atrium en Martinique, Hama Films à Antigua, Lee Production à Sainte-Lucie et la G-CAM pour la Guyane.

En ce moment, la G-CAM travaille grâce à sa chargée de mission Juliette Guaveia, sur un pré-inventaire des fonds audiovisuels cinématographiques afin de conserver la mémoire des œuvres professionnelles mais aussi amateurs ou privées ayant un intérêt patrimonial. Il est réalisé sous forme de rencontres, c'est un vrai travail d'enquête.

On a lancé en complément 3 appels à manifestations d'intérêt auprès des professionnels, des entreprises pour les films institutionnels avec l'aide de la CCI, et bientôt auprès des particuliers avec la Maison des Cultures et des Mémoires de Guyane, dont les vidéos amateurs peuvent avoir un intérêt pour la mémoire de la Guyane. Cette phase de recensement des fonds est primordiale. Dans un 2<sup>ème</sup> temps, le projet pourra s'appuyer sur ce travail pour alimenter une cinémathèque numérique. Il s'agit vraiment d'un projet à long terme dont la construction se fera petit à petit, portée par notre chef de file, l'APCAG.

### Vanina Lanfranchi

Au Pôle Image, on a aussi dans nos missions de travailler aux ressources pédagogiques et donc on a commencé une cartographie des acteurs et structures du territoire, et des ressources pédagogiques. On s'est dit que ce qui serait bien, c'est aussi peut-être de travailler sur une série de courts-métrages de notre territoire et des films aussi

documentaires ou de fiction pour pouvoir les inscrire ensuite dans le dispositif ECLA.

#### Didier Urbain

J'aimerais revenir sur ce dont parlait Murielle, l'unité que l'on a sur le territoire. Avec G-CAM à Cayenne, AVM à Saint-Laurent, la Toile des Palmistes à Cayenne, le FIFAC à Saint-Laurent, parfois j'ai le sentiment qu'on nous oppose, par exemple sur la Maison du cinéma et ses missions, et les missions du Pôle régional d'éducation aux images. Je pense qu'il n'y a pas de concurrence, mais de la complémentarité en bonne intelligence. AVM est déclaré organisme de formation professionnel depuis quelques années, on est prêts à aller faire des formations professionnelles dans la Maison du cinéma, on collabore avec G-CAM sur le dispositif ECLA, à la Toile des Palmistes, G-CAM est partenaire de nos rencontres au FIFAC, il n'existe aucune raison de nous mettre en opposition.

#### Murielle Thierrin

Chacun de nous développe ses projets, a son calendrier ainsi que ses partenaires et disposer de cette Maison du cinéma pourrait accentuer nos partenariats et notre fonctionnement afin de produire un panel de projets complémentaires. Je lance un appel également à France Télévisions notamment sur cette fameuse idée de série qu'il faudrait installer en Guyane.

Depuis la signature du pacte de visibilité des Outre-mer, nous espérons avoir une vraie exposition de la diversité avec une vraie plage horaire de grande écoute, et non une place entre minuit et deux heures du matin. L'essentiel étant de faire comprendre aux instances de France Télévisions que nous sommes désireux de produire une série d'envergure nationale sur notre territoire et que nous sommes également prêts avec la mise en avant d'auteurs/réalisateurs qui peuvent aller exercer en Hexagone.

#### Didier Urbain

Je voulais juste souligner qu'il existe un BTS audiovisuel à Pointe-Noire en Guadeloupe où je n'ai jamais réussi à faire inscrire un de nos jeunes en s'adressant au rectorat et à la région Guyane. Dans les perspectives qu'on évoquait, je pense que, comme un ou deux lycées se construisent en Guyane tous les 2 ou 3 ans, on pourrait inscrire dans les perspectives la création d'un BTS cinéma et audiovisuel en Guyane. On a effectivement sur place les intervenants professionnels qui peuvent aider à installer ce type de BTS.

#### Frédéric Violeau

Une petite remarque avec une autre casquette puisqu'avant de travailler à Docmonde, j'ai été réalisateur. Je faisais partie de l'association des réalisateurs et techniciens de la région des pays de la Loire et j'avais la chance de participer aux grandes rencontres avec la région pays de la Loire pour l'évolution des règles du fonds de soutien. Nous avons eu la chance d'avoir un moment donné un président de région qui est venu au festival Premiers plans d'Angers et qui a dit « je suis régionaliste » ce qui a permis de mettre en place des choses et de soutenir des premiers films d'auteurs de la région. C'était une évolution très intéressante qui nous permettait de nous rapprocher de nos voisins bretons parce qu'on en était très jaloux à l'époque et je pense qu'on l'est toujours. Car je pense que s'il y a un exemple en France de structuration d'une filière régionale avec absolument tous les acteurs, c'est bien la Bretagne. Mais ça ne s'est pas passé d'un coup

de baguette magique. L'institution publique, la Région, et un certain type d'acteurs de la filière ont eu cette volonté.

Je pense notamment aux premiers et 2ème films. A un moment donné, le GIE grand ouest des chaînes de télé locales s'est réuni et avec le soutien des régions Bretagne et Pays de la Loire, ils ont soutenu des premiers films qui effectivement n'étaient peut-être pas au niveau de ce qu'ils pouvaient recevoir d'auteurs plus expérimentés, mais ça a permis de former et donner de l'expérience par ces premiers films à des auteurs qui ensuite ont pu trouver leur place, qui ont pu ensuite enchaîner sur une carrière et je crois pas que c'était du copinage, je pense que c'était plutôt une vraie volonté et une vision. Je considère que cela relève de la responsabilité d'une région comme la Guyane qui aujourd'hui n'est pas filmée par des Guyanais. Si on ne permet pas à des jeunes auteurs guyanais de faire un premier film, c'est une région qui sera condamnée à être filmée de l'extérieur et je crois que vous n'arriverez jamais à développer une filière sans avoir des auteurs de fictions ou documentaires à qui on permet de faire ces films. Et ce petit risque que pourraient prendre les institutions en finançant des films qui sont peut-être plus fragiles, qui peut-être ne seraient pas tout-à-fait au niveau de certains critères de qualité mais qui seraient peut-être au niveau intermédiaire, auxquels on pourrait aussi allouer des critères spécifiques comme d'avoir déjà un producteur en région Guyane, et permettre à ce binôme d'auteur producteur guyanais de faire ce film, prendre ce petit risque qui en plus financièrement n'est pas si risqué, eh bien ça permettrait de mettre le pied à l'étrier à de jeunes professionnels, de faire ces films-là qui ont un impact social culturel économique qui moi me semble crucial pour un territoire. S'il n'y a pas ce volontarisme à un moment donné, cette dynamique ne pourra jamais se mettre en œuvre.

#### Didier Urbain

Frédéric, tu n'as pas voulu employer le mot *préférence locale*. Alors je me tourne vers Murielle pour lui demander où en est le fonds CNC Outre-mer car si l'on parle de préférence locale, il s'agit bien d'une préférence outre-mer de la part du CNC ?

#### Murielle Thierrin

Le fonds CNC Outre-mer n'a pas été augmenté depuis des années et je profite de la présence de Philippe Bon pour faire remonter cela auprès du CNC. En effet, au travers de ce fonds, nous sommes sous dotés d'une pauvre enveloppe à destination de tous les territoires d'Outre-mer confondus et la commission outre-mer ne peut aider qu'un seul long-métrage par an ce qui est extrêmement peu. Nous devons donc nous unir afin de faire augmenter ce fond.

Avant de faire la conclusion, est-ce qu'il reste encore des questions ? Qui souhaite faire la conclusion ? .... Merci à tous d'avoir assisté à cette table ronde, est-ce qu'on a des questions en ligne par exemple ?

Merci beaucoup pour votre présence, nous vous donnons rendez-vous dans 2 semaines à la Toile des Palmistes, nous poursuivons la réflexion sur la production avec un séminaire.

Merci à tous et bonne fin d'après-midi !